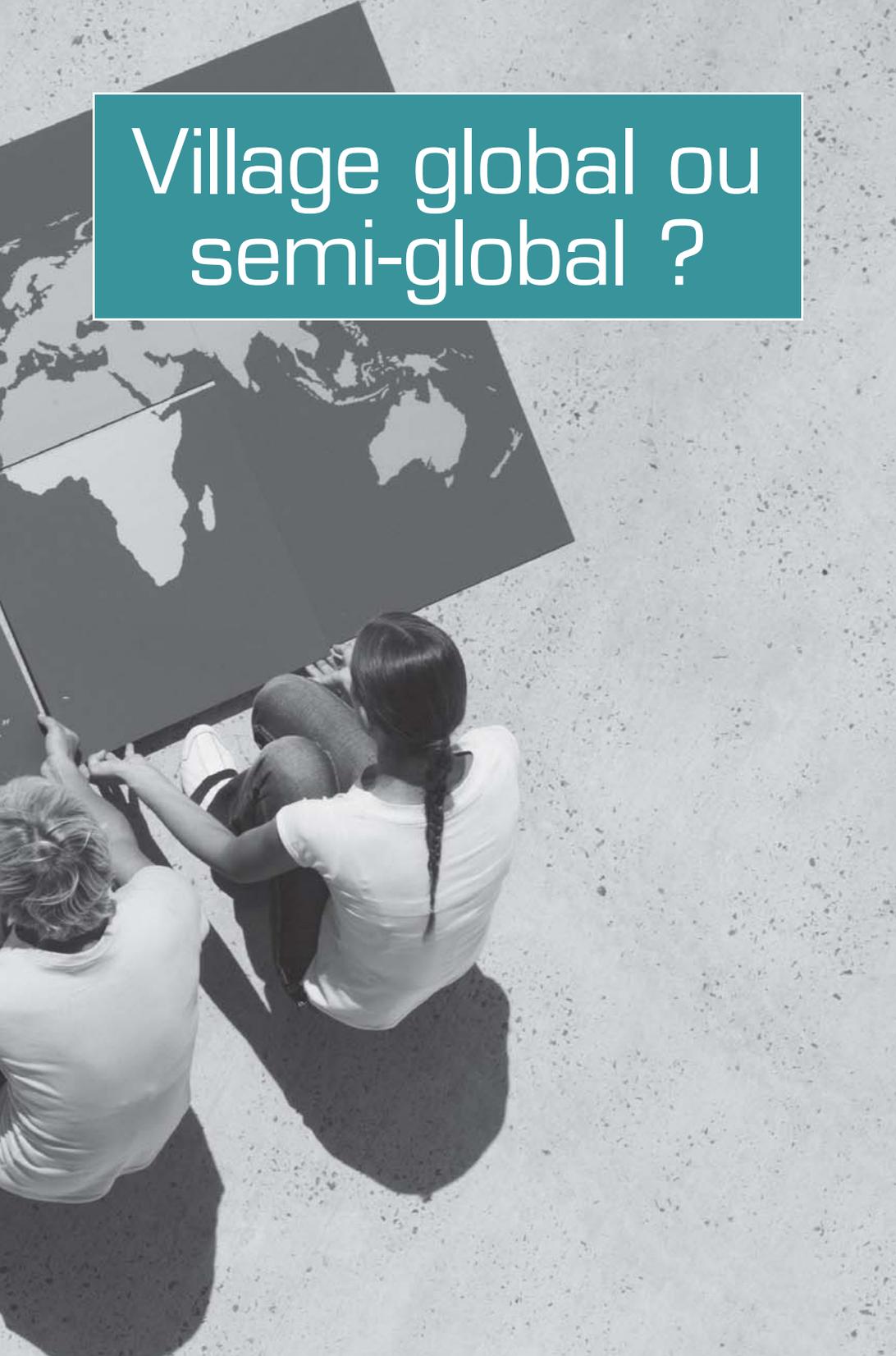


4



Avec l'ouverture des pays du bloc communiste à l'économie de marché et la révolution des nouvelles technologies de l'information et de la communication, les années 90 voient une intégration sans précédent des économies de la planète. Pour les biens et les capitaux, la mondialisation devient massive, à quelques nuances près. La mondialisation des services et des travailleurs, beaucoup plus limitée, s'accroît néanmoins dans certains domaines.

Village global ou semi-global ?



En guise de préambule...

Genève, juillet 2008. Après des jours et des jours d'intenses négociations, le cycle de Doha se solde par un échec. Les membres de l'OMC n'ont pas réussi à trouver un compromis concernant la réduction des subventions agricoles et des droits de douane sur les produits industriels et agricoles. La perspective d'un accord censé mettre la majorité des pays sur un pied d'égalité dans les relations commerciales, le « fruit à portée de main » évoqué par le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, s'éloigne. L'intégration commerciale du monde reste déséquilibrée et incomplète.

Pourtant, depuis le début des années 90, la mondialisation a connu un tournant majeur. La chute du mur de Berlin en 1989 et la fin des régimes communistes ont décloisonné le monde. L'ouverture aux échanges internationaux et la déréglementation enclenchée dans les pays occidentaux depuis l'après-guerre se sont poursuivies et accentuées. Plusieurs centaines de millions de travailleurs et de consommateurs de l'ancien bloc communiste sont passés à l'économie de marché, rejoints par un milliard d'Indiens, dont le pays est lui aussi sorti d'un long isolement économique.

Dans le même temps, une révolution a réussi : celle des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). L'informatique, généralisée dans les années 80, avait déjà favorisé des progrès considérables dans la gestion des entreprises et leurs modes de production. Internet, et en particulier le haut débit au début des années 2000, donnent un coup de fouet supplémentaire au développement des échanges internationaux. En favorisant l'instantanéité des communications, la suppression des intermédiaires et la réduction des coûts, la Toile décuple la productivité des entreprises. Les commandes de composants, l'assemblage et les livraisons sont désormais possibles sur mesure. Des modèles de vente directe apparaissent. Les entreprises limitent ainsi les stocks, favorisent les flux tendus et minimisent leurs coûts. De même, la communication entre les bases de données des entreprises clientes et celles des sous-traitants est devenue instantanée. Les systèmes parlent désormais la même langue informatique, sans contrainte géographique.

Pour certains, cette nouvelle donne à la fois politique et technologique a définitivement fait passer le monde à l'ère du « village global » annoncé par le philosophe Marshall McLuhan à la fin des années 60 : un « monde plat », laissant libre cours à la circulation des flux d'informations comme des flux économiques. Pour d'autres, malgré les progrès des télécommunications, de nombreux obstacles aux échanges économiques persistent. Certains analystes vont même jusqu'à parler de « semi-mondialisation ». Qu'en est-il au juste ? En décrivant l'accentuation de la mondialisation au cours des 20 dernières années, ce chapitre en montre à la fois l'intensité et les limites, jusqu'à la crise économique récente (voir l'entretien avec Raed Safadi en fin de chapitre).

Le monde (presque) plat des biens et des capitaux

La mondialisation des années 90 est avant tout celle des marchandises et de la finance. Le commerce international a explosé. Cela est bien sûr dû à l'apparition de nouveaux marchés, mais aussi, constat plus surprenant, aux échanges intra-entreprises, qui s'accroissent considérablement. Quant à la mondialisation financière, elle a atteint une intégration inédite.

Les biens : un hypermarché mondial ?

Vêtements et composants informatiques chinois, voitures indiennes, téléphones portables et meubles scandinaves, chaînes de cafés Starbucks à Paris, supermarchés Wal-Mart partout dans le monde, Carrefour en Chine, Fnac à Rio... C'est la mondialisation perceptible au quotidien. Ces marques et ces produits familiers illustrent une tendance de fond qui s'est accélérée depuis les 20 dernières années, malgré la chute brutale survenue en conséquence de la crise financière de 2007/08.

La tendance du volume mondial des échanges de marchandises est éloquent. Selon l'OMC, ce volume s'est accru de 3 % entre 2000 et 2006, puis de 6.5 % sur la seule année 2007. Si la crise mondiale a causé une chute brutale de pas moins de 12 % en 2009,

la tendance a repris un rythme très rapide dès 2010, avec une augmentation du volume des exportations mondiales de 14 %. D'autre part, la richesse générée par les échanges internationaux occupe une proportion de plus en plus importante de la richesse totale produite dans le monde. Le commerce international représentait en effet 50 % du PIB mondial en 2005, contre 38 % en 1985 et, à partir de 2002, il a augmenté beaucoup plus vite que le PIB mondial. En 2010, les exportations mondiales de marchandises ont augmenté quatre fois plus vite que le PIB. Ceci traduit très clairement l'interdépendance commerciale croissante des économies du globe.

DES ÉCHANGES MONDIAUX EXPONENTIELS, JUSQU'À LA CRISE...

Commerce de marchandises pour le total OCDE, en milliards de dollars, corrigé des variations saisonnières



Au cours des dix dernières années, le commerce international dans les pays de l'OCDE s'est considérablement accru. La crise économique mondiale de 2008 a provoqué une chute brutale des échanges, mais ils ont repris à un rythme très soutenu dès 2009. Au quatrième trimestre 2009, les exportations de la zone OCDE ont augmenté de 8 %, et les importations de près de 7 %.

Source : OCDE, *Panorama des statistiques de l'OCDE 2010*, OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932474537>

Certaines économies émergentes se sont ouvertes particulièrement vite. Ainsi, entre 1985 et 2005, la part du commerce extérieur dans l'économie chinoise est passée de 24 % à 69 %. L'empire du Milieu, troisième puissance commerciale mondiale depuis 2008, est devenu un partenaire commercial majeur des pays de l'OCDE. Néanmoins, le commerce de marchandises est resté largement plus important, en volume et en valeur, à l'intérieur de la zone OCDE qu'entre cette dernière et le reste du monde. Cela s'explique en partie par les tarifs douaniers : fortement réduits entre les pays développés, ils restent importants entre les pays développés et les pays en développement.

Dans l'Union européenne, l'élargissement de 15 à 27 États membres a favorisé l'intégration économique. La part des 12 nouveaux pays dans le total des importations des Vingt-Sept est passée de 5 % en 1993 à 13 % en 2005. Certains cadres politiques destinés à favoriser les échanges, décrits au chapitre précédent, semblent avoir porté leurs fruits.

Les biens intermédiaires, premier moteur des échanges

Une conséquence de la fragmentation de la production à travers le monde, décrite au chapitre précédent, est que la mondialisation des échanges est aujourd'hui dominée par le commerce et l'importation de pièces détachées. Pour fabriquer un produit fini, un ordinateur par exemple, les filiales ou les sous-traitants des multinationales s'échangent entre eux ses composants, par exemple des puces informatiques. Aujourd'hui, près de 56 % des biens manufacturés et environ 73 % des services échangés dans le monde sont des biens et des services intermédiaires, destinés à intégrer un produit fini ou à un compléter un service plus complexe. En 30 ans, la part des composants importés dans la fabrication des produits industriels a triplé. Inférieure à 10 % en 1970, elle atteignait quasiment 30 % en 2003.

Les pays à bas coût de main-d'œuvre ont pris une part de plus en plus importante de ce gâteau. Entre 1992 et 2004, la part des pays non membres de l'OCDE dans le commerce de produits intermédiaires s'est hissée de 15 % à 32 % des importations totales de biens intermédiaires dans la zone OCDE. La Chine et les pays de l'ASEAN sont aujourd'hui les premiers fournisseurs de composants de tous ordres (automobile, électronique, plastique...) des pays de l'OCDE.

« La fragmentation de la production constitue un phénomène majeur dans le processus de mondialisation. Cette fragmentation s'est accrue considérablement au cours des 10, voire, au maximum, des 15 dernières années. Aujourd'hui, une multitude de pays ont pris une place quelque part dans la chaîne de l'approvisionnement mondial. »

Thomas Hatzichronoglou, Direction de la science, de la technologie et de l'industrie, OCDE

Conséquence de cette mondialisation des pièces détachées, le commerce intrafirmes a explosé. Maisons-mères et filiales à l'étranger importent les biens semi-finis d'autres filiales du même groupe. Entre 2000 et 2007, les exportations intrafirmes ont représenté entre 15 et 50 % des exportations de filiales détenues par des entreprises étrangères, dans un certain nombre de pays de l'OCDE évalués par les derniers indicateurs de la mondialisation économique de l'OCDE (disponibles en anglais sous le titre *Measuring Globalisation: OECD Economic Globalisation Indicators 2010*).

Une mondialisation des biens inachevée

Malgré cette circulation exponentielle des biens à travers la planète, la mondialisation des marchandises est loin d'être « pure et parfaite ». Cela s'explique d'abord par le fait que de nombreux obstacles au commerce international demeurent. Avec l'OMC, les droits de douane ont beaucoup baissé (ils s'élevaient en moyenne à 5 % en 2008 à l'échelle mondiale), mais certains secteurs restent très protégés. Les produits agricoles, notamment, sont au cœur des discussions du nouveau cycle de Doha, entamé en 2001 sous l'égide de l'OMC. Mais début 2010, les discussions achoppaient toujours entre États-Unis et Europe d'un côté, certains pays émergents comme l'Inde ou le Brésil de l'autre. Les divergences persistent, notamment sur la réduction des subventions aux agriculteurs d'Europe et d'Amérique du Nord. En outre, une multitude d'obstacles non tarifaires aux échanges persiste, sous forme de quotas et de subventions.

Dans *Les aventures d'un tee-shirt dans l'économie mondialisée* (2005), l'économiste Pietra Rivoli, qui suit le parcours d'un tee-shirt du champ de coton jusqu'aux enseignes de mode, constate : « Quels que soient les effets positifs ou négatifs des marchés compétitifs, je n'ai trouvé que très peu de marchés réellement libres. » Les fabricants et les importateurs bénéficiant d'allègements fiscaux et les

agriculteurs subventionnés dominent les marchés, contraignant parfois les pays en développement à baisser leurs prix au-dessous des niveaux de subsistance pour soutenir leur concurrence. Car les produits ainsi protégés sont aussi souvent ceux à l'égard desquels les pays en développement ont un avantage comparatif... Il semble

| Témoignage | |
|--|--|
| <p>« Les ports sont le thermomètre de la mondialisation. »</p> <p>Jan Blomme</p> <p>Directeur stratégie de l'Autorité du port d'Anvers (deuxième port d'Europe)</p> <p>Jan Blomme travaille depuis plus de 20 ans pour le port d'Anvers. « Nous avons dû élargir la rive gauche et créer de nouveaux bassins pour absorber le trafic des porte-conteneurs », explique le directeur stratégie, revenu la veille d'un séjour en Inde. « Les ports sont le thermomètre de la mondialisation. »</p> <p>Explosion du trafic depuis dix ans : « Notre expansion dans les années 50 et 60 était surtout due au développement de l'industrie lourde, aux importations d'énergie et de matières premières. Par la suite, la désindustrialisation a frappé l'Europe. Le Vieux Continent a réduit ses importations de charbon. Les constructeurs automobiles, par exemple, ont diversifié leurs sources d'approvisionnement et réduit le recours à l'acier. »</p> <p>Pourtant, le port d'Anvers ne s'est jamais aussi bien porté. Depuis 15 ans, le trafic explose littéralement. En 1990, il accueillait 102 millions de tonnes de marchandises. En 2007 : 187 millions de tonnes, « soit une hausse de 80 % ! » s'exclame Jan Blomme. Grâce à la mondialisation.</p> <p>« Pour nous, les premiers signes de l'accélération du processus de mondialisation datent des années 1988-90. Nous avons ressenti l'impact de l'ouverture de la Chine au commerce international. Mais l'année charnière fut 1994. Cette année-là, nous avons pulvérisé nos prévisions d'activité. »</p> <p>« Les conteneurs ont divisé les coûts du transport par trois » : Pour Jan Blomme,</p> | <p>le phénomène de la mondialisation est indissociable de la révolution que constitue le transport par porte-conteneurs. En 1993, les conteneurs ne représentaient qu'un quart du trafic de marchandises transitant par le port d'Anvers. Aujourd'hui, la moitié des volumes traités à Anvers arrivent ou repartent dans des conteneurs.</p> <p>« Auparavant, les dockers chargeaient et déchargeaient des sacs ou des caisses. Grâce aux conteneurs, l'ensemble du traitement est devenu beaucoup plus rapide, explique le directeur stratégie du deuxième port d'Europe. Les goulets de manutention ont été levés. Les flux logistiques sont devenus beaucoup plus efficaces. Par ailleurs, les biens ont été beaucoup mieux protégés des vols et des dégâts accidentels. Une source d'économies importantes. »</p> <p>De plus en plus de pièces détachées et de produits semi-finis : « Le développement du transport par conteneurs, conjugué à la mise en place de nouvelles infrastructures informatiques et de communication, a permis aux entreprises de gérer des processus d'approvisionnement sans cesse plus complexes, rappelle Jan Blomme. Les multinationales ont pu redessiner les processus de production. On a pu produire telle pièce détachée à tel endroit, moins cher ou mieux équipé que tel autre. L'Indonésie et la Thaïlande, par exemple, ont profité de ces mouvements. Parallèlement, on a vu s'étendre la <i>customisation</i> des produits, c'est-à-dire la production sur mesure. Les entreprises se sont mises à attendre le dernier moment, la commande exacte du client, pour assembler les pièces détachées et livrer le produit fini. La distance entre le producteur et le consommateur s'est rétrécie significativement. »</p> |

néanmoins que cette tendance se soit plutôt orientée à la baisse. La crise économique de 2008 a pu nourrir les craintes d'un retour au protectionnisme, mais celui-ci n'a pas eu lieu. Un rapport conjoint de l'OMC, de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et de l'OCDE paru en mars 2010 indiquait que les États du G20 avaient majoritairement rejeté l'option protectionniste, considérée comme un frein à la reprise.

Les années fastes de la mondialisation financière

Si l'économie mondiale dépend de l'activité des entreprises et du commerce international, elle est aussi largement tributaire de la finance. Celle-ci a pris une place majeure dans la mondialisation économique, en particulier au cours de la dernière décennie. Comme on l'a vu, l'ouverture des frontières aux capitaux étrangers, enclenchée dans les années 70, s'accroît particulièrement à la fin des années 80. Elle concerne la finance au sens large : prêts bancaires et crédits commerciaux, échanges d'actions et d'obligations (dits aussi titres de portefeuille), investissements directs étrangers, mais aussi échanges de monnaies, transferts d'argent des migrants vers leurs pays d'origine, etc.

Cette évolution a eu un impact considérable : en 30 ans, les flux financiers internationaux ont connu une croissance en valeur sans commune mesure avec la croissance des flux commerciaux internationaux. La valeur des transactions bancaires internationales, par exemple (prêts aux particuliers, crédits aux entreprises, etc.), est passée de 6 % du PIB mondial en 1972 à près de 40 % à la fin des années 90. De même, les transactions internationales sur le marché mondial des changes, le Forex (pour *Foreign exchange market*), ont atteint des montants vertigineux : elles sont passées de 200 milliards de dollars par jour en 1986 à près de 3 000 milliards de dollars en 2007, selon la Banque des règlements internationaux. Au total, les avoirs extérieurs et les engagements internationaux en investissements directs et de portefeuille sont passés de 20 % à 140 % du PIB entre 1970 et le milieu des années 2000. Une évolution bien plus importante et bien plus rapide que le commerce international, qui est passé d'environ 30 % à 50 % du PIB mondial au cours de la même période. Ainsi, l'intégration de la finance mondiale est une tendance lourde de ces 20 dernières années.

Mais la finance mondiale recouvre une multitude de domaines. Nous nous pencherons ici sur les investissements directs étrangers, puis sur les marchés financiers. À ces deux composantes essentielles

de la mondialisation financière, la crise économique de 2008 a donné un brusque coup de frein, du moins pour un temps. La remise en question qui en a résulté sera discutée au chapitre 8.

Des investissements transfrontières généralisés

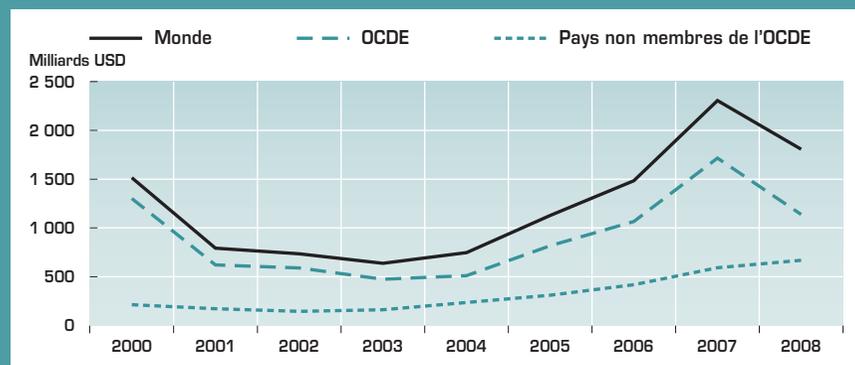
L'investissement direct étranger (IDE) est particulièrement révélateur de l'intégration économique du monde. Lorsqu'une entreprise s'implante à l'étranger, elle peut créer une nouvelle entité ou acquérir tout ou partie d'une entreprise locale existante. C'est ce type d'investissement que recouvre l'IDE. Cela comprend, par exemple, le réinvestissement des bénéfices de l'entreprise acquise, ou encore les prêts accordés par une maison mère à sa filiale implantée à l'étranger. La hausse des investissements étrangers va souvent de pair avec l'augmentation du commerce international de biens et de services. Comme on l'a vu à travers les stratégies récentes des multinationales, une part grandissante de l'IDE est destinée à développer la production à l'étranger, laquelle est ensuite exportée. L'IDE est ainsi au carrefour de la mondialisation financière et de la mondialisation des échanges.

L'évolution de l'IDE mondial reflète le vaste mouvement d'implantation à l'étranger des multinationales depuis les années 70, et l'accélération de cette tendance dans les années 90-2000. Dans les pays de l'OCDE, l'IDE global s'est considérablement accru ces dix dernières années, malgré un effondrement brutal en 2000/01 à la suite de l'explosion de la bulle Internet et des attentats du 11 septembre 2001. En 2007, le total des flux entrants et sortants d'IDE de la zone OCDE atteignait près de 3 500 milliards de dollars, un record historique (voir le graphique). Si la crise de 2008 a entraîné un sévère reflux de l'IDE l'année suivante, les chiffres les plus récents semblent toutefois indiquer une reprise.

Plus révélatrice encore de l'intégration des économies, la part de l'IDE dans la formation de capital des entreprises a augmenté. Au début des années 2000, la part de la formation de capital des pays de l'OCDE fondée sur l'IDE dépassait les 10 %, après être demeurée aux alentours de 4 % pendant plusieurs décennies. Entre 1995 et 2008, le poids relatif des filiales étrangères dans le chiffre d'affaires du secteur industriel a augmenté dans quasiment tous les pays de l'OCDE. Toutefois, cette mondialisation accrue du financement des entreprises varie selon le niveau de développement des grandes régions du monde.

DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS TRÈS DYNAMIQUES, JUSQU'À LA CRISE...

Flux d'IDE entrant



Après une décennie d'augmentation très rapide, l'investissement direct étranger (IDE) entrant a connu un brusque coup d'arrêt, suite à la crise financière, dans la plupart des pays développés. En 2008, l'IDE entrant a diminué de 35 % dans la zone OCDE. En revanche, les pays non membres de l'OCDE, en particulier en Asie, ont continué à connaître un afflux important d'investissement (+13 % sur la même période).

Source : OCDE (2010), *Indicators of Economic Globalisation*, OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932474556>

Le dynamisme des pays en développement en matière d'IDE

Jusqu'à récemment, les pays développés absorbaient l'essentiel de l'IDE mondial. Selon la CNUCED, en 2007, les pays développés captaient 1 250 milliards de dollars d'IDE, soit 68 % du volume mondial, qui s'élevait alors à 1 830 milliards. Toutefois, le rapport 2011 de la CNUCED indique qu'en 2010, pour la première fois, les pays en développement et en transition ont absorbé plus de la moitié des flux mondiaux d'IDE et ont représenté la moitié des 20 premiers pays d'accueil de l'IDE.

Plus significatif encore, les pays émergents sont aujourd'hui eux-mêmes investisseurs à l'étranger. Ainsi, les flux extérieurs d'IDE des pays en développement et des pays en transition ont fortement

augmenté. Ils représentent désormais 29 % des flux extérieurs mondiaux d'IDE. En 2010, six pays en développement ou en transition figuraient parmi les 20 plus gros investisseurs. Ceci illustre le phénomène de « basculement de la richesse » auquel on assiste ces dernières années, et que la crise économique mondiale de 2008 est venue accélérer (voir le chapitre 5).

Des marchés financiers de plus en plus intégrés

Les marchés financiers sont eux aussi emblématiques de la mondialisation économique dans sa phase la plus récente. Prenons les marchés d'actions et d'obligations, les plus directement liés à l'activité des entreprises. Ils sont devenus des sources essentielles de financement de ces dernières à partir des années 70, avec l'adoption d'une série de règles facilitant l'usage et l'échange des actions et des obligations. Le système de l'actionnariat a pris une part croissante dans le financement des entreprises, au détriment du crédit bancaire. Les titres financiers, sous forme de participation au capital des entreprises (actions) ou de fragments de leurs dettes (obligations), ont pu à la fois alimenter l'activité des entreprises, et être échangés comme n'importe quel produit négociable. Or, simultanément à cette évolution, de nombreux États ont levé les obstacles à la circulation internationale des capitaux, comme on l'a vu au chapitre précédent. Cela a permis aux opérateurs économiques (ménages, entreprises, États) d'échanger des titres sur toutes les grandes places financières de la planète. Ainsi, la combinaison entre le poids croissant des bourses dans l'activité économique et la déréglementation des mouvements de capitaux est à l'origine de la mondialisation très poussée des marchés financiers que nous connaissons aujourd'hui.

Quelques faits et chiffres

Tout d'abord, le montant annuel des échanges internationaux de titres dans les pays développés est devenu supérieur au PIB cumulé de ces pays, alors qu'ils n'en représentaient qu'une infime fraction au milieu des années 70. Cela reflète l'internationalisation croissante des marchés boursiers.

Autre illustration de ce phénomène, les titres qui s'échangent sur les grandes places financières du monde sont de plus en plus souvent détenus par des opérateurs étrangers. Par exemple, selon le gouverneur de la Banque de France Christian Noyer, en 2007, 46 % de la

capitalisation boursière française et un peu plus de 50 % des titres d'emprunts publics français étaient détenus par des non-résidents.

Enfin, les indices boursiers des principales places financières mondiales (Francfort, Londres, New-York, Paris, Tokyo) évoluent aujourd'hui presque parfaitement de concert. Ce n'est le cas que depuis la fin des années 90. Auparavant, les indices pouvaient évoluer très différemment. Entre 1930 et 1950, la corrélation entre Wall Street et Paris était même négative : quand les rendements progressaient d'un côté de l'Atlantique, ils diminuaient de l'autre. Le fait que les indicateurs boursiers des grandes places financières évoluent désormais quasiment à l'unisson reflète le fait que les opérateurs en bourse peuvent agir simultanément sur toutes les places financières du monde.

Ainsi, il est frappant de constater que le poids des marchés financiers dans l'activité économique a augmenté en même temps qu'ils se sont internationalisés. Comment expliquer un tel poids ?

Causes principales

Elles résident tout d'abord dans l'apparition de trois tendances majeures à partir de la fin des années 70, dites les « trois D » : déréglementation, désintermédiation et décloisonnement. La déréglementation au sens large est celle que l'on a déjà mentionnée, c'est-à-dire la suppression ou l'assouplissement par les États des obstacles à la circulation des capitaux. La désintermédiation signifie que les entreprises et les ménages peuvent désormais se financer directement sur les marchés au lieu de passer par les banques. Ce phénomène, largement dû au développement du capitalisme actionnarial, est toutefois à nuancer, car les banques restent des intermédiaires indispensables à de très nombreuses transactions sur les marchés financiers. Enfin, un important mouvement de décloisonnement a permis de fluidifier davantage encore les échanges de titres sur les marchés financiers : les opérateurs peuvent aujourd'hui très facilement « naviguer » entre les différents types de marchés financiers (marché monétaire, marché obligataire, marché des changes, marché à terme, etc.) pour trouver des financements, des placements ou des instruments de couverture, et échanger des titres de toutes sortes au-delà des frontières.

Ajoutons que la diversité et la mobilité internationale des produits financiers sont allées croissant avec les produits dérivés. Ces produits complexes ont été conçus pour répartir et atténuer les ris-

ques liés aux variations des cours des titres classiques (actions, obligations, etc.). Apparus essentiellement dans les années 90, ils se sont de plus en plus sophistiqués au point de constituer à eux seuls un marché, sur lequel les valeurs totales échangées dépassent de loin celles issues des échanges d'actions et d'obligations. La contagion de la crise financière de 2008 provient en partie de ce type de produits et de leur internationalisation (voir le chapitre 8).

Enfin, la mondialisation croissante des marchés financiers depuis les années 90 est indissociable de leur informatisation croissante. Celle-ci a permis aux opérateurs de passer instantanément des ordres d'achat et de ventes de titres sur toutes les grandes places boursières du monde. Certains opérateurs réalisent ainsi des opérations à la dernière seconde sur le cours des titres échangés, qui mettent en jeu des sommes parfois considérables. En outre, certaines opérations en bourse sont aujourd'hui réalisées par des ordinateurs, sans qu'aucune intervention humaine ne soit nécessaire. Ceci accentue encore la mobilité des capitaux à travers la planète, et renforce l'intégration internationale des marchés financiers.

Une mondialisation financière néanmoins incomplète

Il serait excessif de conclure de ce qui précède que la finance est aujourd'hui entièrement mondialisée. Tout d'abord, à certains égards, la finance mondiale était plus intégrée à la fin du XIX^e siècle qu'elle ne l'est aujourd'hui. C'était notamment le cas en matière monétaire. Avant les accords de Bretton Woods, la grande majorité des transactions internationales se réglaient par le biais de l'étalon-or, ce qui les simplifiait beaucoup – même si par ailleurs les mouvements internationaux de capitaux étaient extrêmement limités.

De même, le système de parités fixes instauré à Bretton Woods se rapprochait davantage d'un système monétaire mondialisé que le système monétaire international actuel. En effet, aujourd'hui, les États – ou les zones monétaires comme la zone euro – peuvent intervenir souverainement sur le cours de leur monnaie.

Par ailleurs, si l'investissement transfrontière a considérablement augmenté, il semble que les opérateurs de marché préfèrent toujours les investissements nationaux aux investissements internationaux : les prises de participation dans les entreprises et opérations de marchés restent davantage nationales qu'internationales. La proximité culturelle reste un paramètre important dans les décisions financières.

Enfin, il faut également garder à l'esprit que, si la libre circulation des capitaux s'est généralisée à partir de la fin des années 70, certains États maintiennent aujourd'hui encore d'importantes restrictions à l'égard des flux financiers. C'est le cas de l'Inde, du Pakistan, et de la Chine dans une certaine mesure.

Services et travailleurs : une « semi-mondialisation » ?

Aujourd'hui, les marchés des services et du travail sont encore majoritairement nationaux. Cela s'explique notamment par l'importance des facteurs culturels dans ces secteurs. Dans de nombreux domaines, « nous n'en sommes encore qu'aux commencements » de la mondialisation, comme l'affirmait en 2005 l'ancien Secrétaire général de l'OCDE, Donald Johnston, dans *L'Observateur de l'OCDE*. Cela dit, services et travail recouvrent chacun une multitude d'activités très disparates. Certains secteurs sont fortement mondialisés.

La forte internationalisation d'un petit nombre de services

Rapportés à l'ensemble des échanges internationaux, les biens représentent 80 % et les services 20 %, une proportion restée à peu près stable depuis 30 ans. Dans la zone OCDE, le commerce international des services représentait moins de 6 % du PIB total en moyenne entre 2005 et 2008, alors que le commerce international des biens représentait près de 22 % du PIB. Pourtant, les services sont le secteur le plus important des pays développés : ils représentent 70 % de la valeur ajoutée totale des économies de l'OCDE, et cette proportion tend à augmenter.

Plusieurs facteurs expliquent cette moindre mondialisation des services. Tout d'abord, il est *a priori* plus simple d'exporter un ordinateur qu'un service après-vente. Du fait de leur nature immatérielle, les services sont moins facilement exportables que les biens. De nombreux services impliquent une proximité physique entre le prestataire et le consommateur du service (hôtellerie, services à la personne, nettoyage industriel...). En outre, une coïncidence de

langue et de culture entre le prestataire et le consommateur sont indispensables, ce qui n'est pas le cas pour la vente d'un bien.

D'autre part, un certain nombre de services sont « protégés », car considérés comme d'une importance stratégique pour l'intérêt général. L'éducation, la santé, la fourniture d'énergie et les transports publics, par exemple, sont plus ou moins protégés de la concurrence internationale, selon les pays. Une ouverture de certains secteurs publics à la concurrence a eu lieu depuis le début des années 90, notamment dans le cadre de l'Union européenne (télécommunications, transports, énergie, etc.).

Toutefois, la mondialisation des services, dans l'ensemble, a augmenté au cours des années 90. Avec les nouvelles technologies de l'information et de la communication, de nouveaux services dits intermédiaires sont devenus externalisables : travail de bureau, opérateurs informatiques, traitement des données, programmation, recherche scientifique et ingénierie. Leur internationalisation récente a aussi pu avoir lieu grâce à l'émergence dans les pays à bas coût d'une main-d'œuvre qualifiée.

Ainsi, l'Inde a capté une part significative du marché de ce type de services. Des entreprises indiennes ont bâti de telles masses critiques, 60 000 informaticiens de tous niveaux pour une seule et même société parfois, qu'elles peuvent traiter les demandes les plus diverses en provenance des pays industrialisés. Les Philippines, le Viêtnam ou la Chine sont également très actifs en la matière. Un réseau d'hôpitaux new-yorkais, par exemple, fait désormais traiter les formulaires de réclamation de ses patients à Xi'an, au centre de la Chine, où les frais de loyer et de fonctionnement sont 40 % moins chers qu'à Pékin. Cette zone de développement des industries de haute technologie exporte désormais toutes sortes d'activités de services. Elle est emblématique de la mondialisation d'un secteur particulièrement stratégique des services : la recherche-développement.

Depuis 1996, la Chine est le pays où les investissements en R-D progressent le plus vite. Les multinationales étrangères ne s'y trompent pas. Le pôle d'innovation de Xi'an héberge un parc technologique abritant plusieurs milliers d'entreprises, et le programme spatial chinois y a été développé. La zone devrait à terme couvrir un total de 90 km². La zone suscite l'intérêt de quelques grandes multinationales pour lesquelles la R-D est cruciale. Le Japonais NEC, l'Allemand Siemens, entre autres, développent à présent certains de

« Si l'internationalisation des activités de recherche-développement (R-D) n'est pas entièrement neuve, la phase actuelle connaît trois caractéristiques majeures : le phénomène s'accélère ; il s'étend à un nombre grandissant de pays, y compris les pays en développement ; il va au-delà de l'adaptation de la technologie aux besoins locaux. Dans les années 80, les investissements en R-D ont surtout été réalisés entre entreprises de pays développés, à travers des opérations de fusion-acquisition. À partir des années 90, les pays en développement sont devenus des destinations privilégiées d'investissements en R-D. »

OCDE (2008), *Internationalisation of Business R&D: Evidence, impacts and implications*, OCDE.

leurs produits dans la région. D'autres régions chinoises sont concernées. Le fabricant américain d'équipement télécoms Motorola a installé un centre de R-D à Pékin. Tout comme le géant américain des logiciels de base de données Oracle. Le groupe franco-américain Alcatel-Lucent dispose quant à lui d'un important centre de recherche à Shanghai.

De même, l'Inde fait aujourd'hui le bonheur de quelques grands groupes. Certains y ont basé un ou plusieurs centres stratégiques de recherche. Le centre de R-D du conglomerat industriel américain General Electric (GE) à Bangalore, dans le sud de l'Inde, est depuis le début des années 2000 le plus important du groupe en nombre de chercheurs et en performances. La motivation des multinationales réside dans la proximité d'un volumineux bassin de personnes qualifiées dans lequel elles peuvent puiser pour répondre à l'augmentation de la demande.

Travailleurs : des flux très contrôlés

On peut considérer que la mondialisation des travailleurs est la moins prononcée parmi les domaines concernés par la mondialisation. En effet, les migrants ne représentent aujourd'hui que 3 % de la population mondiale. À cela plusieurs raisons, comme les nombreuses incertitudes liées à l'installation dans un pays étranger, notamment du fait des différences linguistiques et culturelles. D'autre part, de nombreux États régulent fortement l'immigration, en fonction de l'état de leur économie, de leurs besoins en main-d'œuvre, et parfois aussi en réponse à certaines crispations identitaires.

Toutefois, si la mondialisation des travailleurs est relativement faible du fait de ces obstacles psychologiques, culturels et politiques, elle gagne en intensité. La tendance de ces 20 dernières années est à l'augmentation des flux migratoires. Rappelons tout d'abord que, contrairement aux idées reçues et à l'amplification médiatique de ce sujet, les flux migratoires ne sont pas seulement orientés des pays pauvres vers les pays riches. La répartition des migrations selon les grandes zones de développement est aujourd'hui la suivante : un tiers de migrants selon un axe « Sud-Nord », un tiers « Sud-Sud », et un dernier tiers « Nord-Nord » (les migrations Nord-Sud étant très minoritaires). Il est vrai en revanche qu'en termes de tendance, les migrations des pays en développement vers les pays développés augmentent depuis les années 60, et que la dynamique s'accélère depuis le milieu des années 90. Ainsi, dans la plupart des pays de l'OCDE, la part de travailleurs étrangers dans la population active totale a augmenté. Selon la Banque mondiale, les immigrants représentent en moyenne plus de 10 % de la population des pays à haut revenu.

La crise économique de 2008 semble avoir quelque peu freiné les flux migratoires. Les travailleurs des pays en développement hésitent davantage à émigrer vers les pays occidentaux en pleine crise, notamment dans des secteurs autrefois très demandeurs de main-d'œuvre étrangère comme le bâtiment en Espagne et en Irlande, par exemple. Mais tout indique que les flux migratoires des pays en développement vers les pays développés poursuivront leur trajectoire haussière dans les années qui viennent. Cette tendance concerne aussi les travailleurs hautement qualifiés.

La mondialisation des cerveaux

Les travailleurs hautement qualifiés, plus mobiles que les autres, sont nombreux à travailler à l'étranger ou pour des entreprises étrangères. Si leurs migrations d'un pays développé à l'autre sont un phénomène assez minoritaire et ancien, les flux des pays « du Sud » vers ceux « du Nord » sont plus récents. Ceci tient notamment au fait que dans les pays en développement, surtout dans les pays émergents, les travailleurs hautement qualifiés sont de plus en plus nombreux. Beaucoup d'entre eux choisissent de s'installer dans les pays développés, aux niveaux de revenus et aux perspectives de carrière plus attractifs. Ceci alimente le débat sur l'« exode des cerveaux », les pays riches attirant les personnes les plus à même de conduire leur pays d'origine sur la voie du développement.

Mais ce sont aussi souvent les entreprises du Nord qui vont au-devant des travailleurs hautement qualifiés. C'est le cas dans certains pays émergents, comme on l'a vu avec l'implantation dans les secteurs de la R-D en Chine et en Inde de multinationales occidentales. L'avènement de l'économie de la connaissance, où le savoir et l'innovation constituent la source la plus importante de valeur ajoutée, rend les travailleurs hautement qualifiés particulièrement recherchés. Les employeurs commencent d'ailleurs à pister les hauts potentiels dès l'université.

En effet, les établissements se livrent aujourd'hui une concurrence mondiale pour attirer les doctorants amenés, demain, à devenir les meilleurs chercheurs du globe dans leurs disciplines respectives. Les États qui gagneront la guerre des cerveaux disposeront d'un avantage compétitif immense dans l'économie de l'innovation. Certaines institutions universitaires n'hésitent d'ailleurs pas, elles-mêmes, à se décentraliser. L'université anglaise de Nottingham, par exemple, a créé en 2004 deux nouveaux campus en Asie, en Chine et en Malaisie. Un nombre croissant d'institutions d'enseignement supérieur suit cette voie qui favorise, en outre, les échanges de professeurs, de chercheurs et de futurs diplômés. En 2007, 2.5 millions d'étudiants du supérieur étaient inscrits hors de leur pays de nationalité, soit une hausse de 59.3 % depuis 2000, et une hausse moyenne de 6.9 % par an depuis 2000. Ce phénomène a été bien plus rapide que la hausse du nombre total d'étudiants inscrits. La mondialisation de l'éducation supérieure progresse à grands pas.

Depuis le début des années 90, la mondialisation des biens et des capitaux a pris une ampleur considérable, mais le monde n'est pas « plat » pour autant. Même en matière de circulation des marchandises, la métaphore du village mondial reste très exagérée. De nombreux obstacles aux échanges subsistent, et dans certains secteurs, la mondialisation commence à peine. La crise économique de 2008 semble en avoir freiné la course (voir l'entretien ci-dessous). Mais si elle a temporairement remis en cause l'intensité de la mondialisation, la crise en a surtout fait ressortir certains déséquilibres.

| Entretien | |
|--|---|
| <p>Raed Safadi, directeur adjoint, Direction des échanges et de l'agriculture, OCDE</p> <p>« Il faut tirer le meilleur parti possible de ses propres avantages comparatifs. »</p> <p>À la suite de la crise financière et économique de 2008, le commerce international a subi un brusque coup d'arrêt. La crise a-t-elle entraîné une « démondialisation », comme certains commentateurs l'ont affirmé ?</p> <p>Absolument pas. Si le commerce international a en effet brutalement chuté en 2009, à hauteur de 12,5 % en volume, ceci a néanmoins tenu à des facteurs tels que la baisse de la demande, la composition du commerce mondial selon les divers types de produits et la pénurie de financement des activités commerciales qui ont suivi la crise financière de la fin 2008. Les difficultés des banques les ont conduites à resserrer drastiquement leurs conditions de crédit. Cela a touché tous les secteurs économiques, et en particulier les activités d'exportations, pour plusieurs raisons. D'une part, les transactions internationales sont par nature considérées par les banques comme plus risquées que les transactions nationales. En temps de crise, les banques se sont montrées encore plus frileuses qu'en temps normal pour financer des opérations commerciales internationales. D'autre part, la crise financière et économique s'est traduite par une baisse générale de la demande, y compris en termes de commerce international. On aurait pu évoquer une « démondialisation » si les États avaient réagi à la crise en prenant des mesures protectionnistes, mais cela n'a pas été le cas. L'OCDE a exercé une influence positive en ce sens : elle a constamment appelé à résister aux tentations protectionnistes. De fait, les échanges internationaux ont repris à un rythme très soutenu dès 2009. Au quatrième trimestre 2009, les exportations de la zone OCDE ont augmenté de 8 %, et les importations de près de 7 %.</p> | <p>Il est indéniable néanmoins que la mondialisation a facilité la propagation de la crise. Cela ne montre-t-il pas que l'intégration économique accrue de la planète est aussi génératrice de dangers ?</p> <p>Les relations économiques internationales sont comme les relations entre les gens : le rapprochement peut être bénéfique et fécond, mais la vie en commun nécessite de faire des efforts. Il faut faire certains compromis et accepter de prendre certains risques. Dans un couple, quand le mari ou la femme tombe malade, l'autre moitié du couple a plus de risque de tomber malade. Cela ne veut pas dire que l'union n'est pas souhaitable. On peut être tenté de mettre fin à la relation et chercher à être autosuffisant, mais on perd alors tout le bénéfice que la relation nous apportait.</p> <p>N'y a-t-il pas d'exemples de pays ayant progressé durablement tout en étant fermés au commerce international ?</p> <p>Non. Les pays qui se sont isolés du reste du monde en espérant croître et se développer à partir de leur tissu économique propre ont échoué. Regardez l'URSS, regardez aussi l'état de la Corée du Nord aujourd'hui. Elle ne dispose pas d'industries compétitives. Les deux décennies passées montrent que l'ouverture, l'intégration économique des pays, en particulier des pays en développement, favorisent la croissance et le développement. Prenez les pays du Sud-Est asiatique : dans les années 70, environ deux tiers d'entre eux étaient des pays pauvres. Aujourd'hui, grâce à leur intégration aux marchés mondiaux, la plupart d'entre eux connaissent des taux de croissance spectaculaires. De même, il est indéniable que la Chine doit son succès économique à son ouverture à l'économie mondiale à la fin des années 70.</p> |

4. Village global ou semi-global ? (des années 90 à nos jours)

| Entretien | |
|---|---|
| <p>Cela dit, les pays que vous citez en exemple de réussite sont entrés très progressivement dans la mondialisation, en conservant certaines réglementations.</p> <p>Nous ne disons pas qu'il faille se lancer sur les marchés mondialisés en étant démuni. Certaines précautions peuvent être nécessaires pour assurer la transition d'un pays vers l'ouverture. Les règles de l'OMC visent précisément à corriger certains déséquilibres, à travers des régimes préférentiels, certains régimes dérogatoires, en fonction des forces et des faiblesses économiques des pays. Plus que jamais, une concertation d'ensemble est nécessaire, dans les cadres multilatéraux qu'offrent l'OMC, le FMI et l'OCDE, entre autres.</p> <p>Ce sont les restrictions et les réglementations maintenues de manière unilatérale qui posent problème. Cela crée d'importantes distorsions du commerce international et de graves déséquilibres financiers. Nous devons tous nous employer à maintenir un certain équilibre.</p> <p><i>Une certaine dose de protectionnisme ne peut-elle pas s'avérer légitime dans certains cas ?</i></p> <p>Aujourd'hui, adopter un comportement protectionniste revient à se tirer une balle dans le pied. D'une part, tout pays qui limiterait les importations de certains produits subirait immédiatement des ripostes protectionnistes de la part des autres pays à l'égard de ses propres produits. D'autre part, étant donné que les échanges commerciaux sont aujourd'hui très largement des échanges de produits semi-finis, un État qui prendrait des mesures protectionnistes irait contre les intérêts de ses propres entreprises, puisqu'il accroîtrait le coût de leur approvisionnement en produits semi-finis issus du reste du monde.</p> | <p>La mondialisation donne aux entreprises, aux consommateurs, aux travailleurs, le choix de leurs fournisseurs, des produits qu'ils veulent consommer, de leurs employeurs, etc. Il n'appartient pas aux gouvernements de limiter cette liberté de choix, sauf pour des motifs impératifs, comme la protection de la santé ou la sécurité des populations.</p> <p><i>Mais la mondialisation n'est pas toujours positive pour tout le monde. Certains agriculteurs africains, par exemple, sont pénalisés, et parfois mis en danger par l'ouverture de leurs frontières à la concurrence internationale.</i></p> <p>Bien sûr, certains ajustements peuvent être douloureux. Il appartient aux États, aux ONG et aux organismes internationaux de contribuer à ce que les transitions se fassent le plus en douceur possible. Mais à long terme, il est toujours préférable de s'ouvrir. Il est peu judicieux de viser l'autosuffisance alimentaire lorsque le climat, les sols ou la topographie d'un pays rendent l'agriculture difficile. De même, un pays où l'agriculture est peu rentable doit chercher à orienter ses producteurs vers d'autres secteurs. Il vaut mieux ouvrir ses frontières aux produits agricoles d'autres pays et tirer le meilleur parti possible de ses propres avantages comparatifs.</p> <p>J'ajoute que les agriculteurs africains n'ont pas tous souffert de la mondialisation. Il suffit de regarder les fermiers kenyans spécialisés dans les fleurs coupées, qu'ils exportent partout dans le monde avec succès depuis quelques années.</p> |

Pour en savoir plus

OCDE

Sur Internet

Statistiques des échanges internationaux :

Ce site permet de prendre la mesure de l'intensité des échanges internationaux. Il donne accès à plusieurs bases de données, sur le commerce des biens (par produit et par pays partenaire) et des services (par type de service et par pays partenaire), ainsi que sur les balances des paiements de nombreux pays. Ce site comprend également de nombreuses analyses des données relatives aux échanges internationaux, ainsi que des recommandations méthodologiques.
www.oecd.org/std/echanges

Publications

Le commerce international : libre, équitable et ouvert ? (2009) Cet « Essentiel de l'OCDE » soutient que la prospérité a rarement, voire jamais, été atteinte ou maintenue sans le concours du commerce. Néanmoins, à lui seul, il ne constitue pas une condition suffisante à l'obtention de cette prospérité. Des politiques orientées vers l'emploi, l'éducation, la santé et d'autres domaines encore sont nécessaires pour favoriser le bien-être et s'attaquer aux défis d'une économie mondialisée.

Measuring Globalisation: OECD Economic Globalisation Indicators 2010 (2010, en anglais uniquement) : Cette deuxième édition présente de nombreux indicateurs : mouvements de capitaux, investissement direct étranger, commerce international, activité économique des multinationales et internationalisation de la technologie. Cette édition comprend également des indicateurs relatifs à la crise financière, aux investissements en termes de produits financiers, à l'environnement, ainsi qu'à l'émergence de chaînes de valeur mondiales.

AUTRES SOURCES

Sur Internet

Base de données statistiques de l'OMC :

Cette base de données interactive permet de déterminer les profils de nombreux pays, ainsi que de groupes de pays, dans divers domaines : structure et mesures commerciales, droits de douane et politiques tarifaires, ainsi que les principaux « services d'infrastructure » (transports, télécommunications, finances et assurance).
www.stat.wto.org

Publications

Redefining Global Strategy: Crossing Borders in a World Where Differences Still Matter

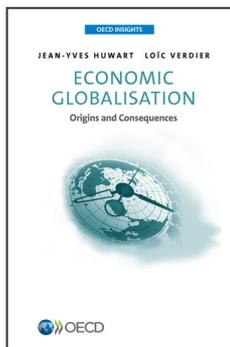
Professeur à l'école de commerce Esade de Barcelone, Pankaj Ghemawat développe une vision originale de la mondialisation. Il insiste sur le côté inachevé du processus, qu'il qualifie de « semi-mondialisation ». Selon lui, les différences culturelles, réglementaires ou administratives, par exemple, maintiennent pour l'heure des frontières très importantes.

Global Monitoring with the BIS international banking statistics (2008)

La Banque des règlements internationaux (BRI), basée à Bâle, collecte et traite une grande quantité de données statistiques sur les flux financiers mondiaux. Ces ressources permettent de dresser une cartographie de la finance mondiale particulièrement éclairante.

Reaping the Benefits of Financial

Globalization : Ce document publié par le FMI avant la crise financière de 2008 dresse un vaste tableau, assez complet, de la mondialisation financière.



Extrait de :
Economic Globalisation
Origins and consequences

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/9789264111905-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

Huwart, Jean-Yves et Loïc Verdier (2012), « Village global ou semi-global ? (des années 90 à nos jours) », dans *Economic Globalisation : Origins and consequences*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264111929-5-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.